

des comités de lutte, touchera plusieurs centaines de lycées. Elle débordera même sur les CET qui, pour la première fois, se mobiliseront en même temps que les lycéens et sur un objectif commun : l'abrogation de la circulaire.

Cette lutte pose plusieurs problèmes :

– déclenchée contre la circulaire et son aspect répressif, elle remettra vite en cause par ses mots d'ordre, l'ensemble de la politique bourgeoise de formation (on vit réapparaître des mots d'ordre comme « A bas les lycées-casernes » « A bas la sélection »). Ce fut la première lutte nationale contre l'institution scolaire depuis 1968 (la mobilisation Guiot, s'étant faite sur un thème extérieur à l'institution : la répression policière et judiciaire).

– le mouvement prendra très vite un aspect d'épreuve de forces avec le pouvoir. C'est ce qui fit sa force et aussi sa faiblesse : seuls, les lycéens ne pouvaient obtenir satisfaction. D'où la dispersion dans le temps des grèves, la difficulté (due aux interdictions gouvernementales) d'organiser des manifestations de masses. La lutte ne permit pas de faire abroger la circulaire, mais elle fit la démonstration aux yeux des lycéens qu'il était possible d'en abroger le contenu dans les faits : le droit de grève, de manifestation, fut imposé.

– il était juste dans ces conditions, d'éviter le jusqu'au-boutisme. La formule adoptée, « faire faire à chaque lycée et chaque ville l'expérience de la lutte » signifiait que nous devions déclencher la grève partout où c'était possible, mais qu'il fallait éviter son pourrissement. Il était donc correct, une fois l'expérience faite, et l'abrogation de la circulaire réalisée dans les faits, d'appeler dans tel ou tel cas à la reprise des cours. La seule erreur tactique commise par certains de nos camarades fut de ne pas toujours respecter le caractère démocratique de l'organisation du mouvement : si un Cercle Rouge est une minorité dans un comité de grève qui décide en connaissance de cause (les risques de pourrissement) la poursuite de la grève, il doit se plier à sa décision, quitte, ultérieurement, à faire la démonstration qu'il avait raison...

– le mouvement fut réellement organisé dans des cadres de masse, distincts des Cercles Rouges : comités de grève et de lutte. Une coordination des comités de lutte fonctionna à Paris durant toute la mobilisation. Il était juste, une fois la mobilisation terminée, de rompre avec ces structures : vidées de leur caractère de masse, elles devenaient le lieu d'affrontements entre nous, Révolution ! et la Cause du Peuple. A partir du moment où l'intervention changeait qualitativement, et prenait une tournure propagandiste, il aurait été manipulateur de faire assumer à ces structures la ligne politique de telle ou telle organisation. Le caractère conjoncturel de telles organisations, liées à la mobilisation, devenait ainsi patent.

Signalons que, avec des modalités différentes, ces quatre caractéristiques se sont retrouvées dans les luttes étudiantes (médecine et CFPM).

La lutte contre la circulaire Guichard a ouvert une brèche : toute l'année 71-72 a été marquée par une série de luttes locales remettant en cause aussi bien les conditions de vie dans les lycées (cantine, foyers socio-éducatifs) que le contenu de l'enseignement ou l'aspect répressif de l'institution. Nous sommes intervenus à chaque fois dans ces luttes, en nous efforçant

par Rouge et le Militant de les populariser nationalement.

Nous nous étions fixés, pour la fin d'année une échéance : une campagne contre les exclusions à mener à l'occasion de la tenue des conseils de classe du dernier trimestre. Cette dernière campagne a été globalement un échec. L'explication fondamentale réside dans la difficulté à mener en fin d'année (avec l'approche du baccalauréat et des vacances) une campagne pour laquelle le secteur était trop peu préparé (aucune position n'était encore définie sur la participation ou pas aux conseils de classe. Nous avons, pour l'année 72-73, remédié à cet état de fait en décidant la possibilité pour les militants de se faire élire comme délégués de classe tout en refusant la participation au Conseils d'Administration.

Pour conclure sur ce premier aspect de notre travail de masse, nous pouvons dire que l'année 71-72 marque un tournant : celui d'un renouveau des luttes lycéennes à partir de la crise même de l'institution. Tournant dont il nous faut aujourd'hui tenir compte en affinant nos analyses des réformes bourgeoises et en adoptant des mots d'ordre et des positions tactiques (la participation tactique aux élections de délégués de classe par exemple) permettant une insertion en profondeur dans le milieu.

b) l'intervention anti-impérialiste.

Elle s'est faite essentiellement autour du soutien à la révolution Indochinoise. Sur le plan politique, le bilan est positif : le secteur lycéen s'est efforcé de centraliser nationalement cette intervention, notamment à l'occasion des journées d'avril. Un journal lycéen du FSI a été diffusé nationalement, une journée nationale lycéenne a pris la forme de manifestations, de pavoisages des lycées. A Paris enfin, un effort a été fait pour structurer, au sein de la plupart des manifestations du FSI, un cortège lycéen. Sur le plan organisationnel (la construction des comités FSI) le bilan est plus mitigé. Seules quelques petites villes ont su faire vivre de réels comités (Lyon, Amiens, Brest, Bordeaux, Dijon, Montpellier) et Paris s'est montré très en retard. Trois explications à ces difficultés : d'abord l'impréparation réelle des camarades à structurer en permanence un travail de masse, à faire vivre des comités ; ensuite la difficulté à stabiliser sur un seul thème (le soutien à l'Indochine) les lycéens venus au FSI ; très vite la demande d'élargissement de leur activité est faite individuellement par ces camarades ; enfin l'erreur consistant à isoler ces comités lycéens d'autres comités (notamment les comités de quartier) : les villes qui ont réussi l'implantation de comités dans les lycées l'ont toutes fait en liant ces comités aux autres comités existant sur la ville.

Pour cette rentrée, l'axe national d'implantation de comités lycéens du FSI a été réaffirmé plus que jamais. La préparation interne des camarades a été facilitée par l'édition d'un Militant fourni sur la question. Le principe d'une liaison avec les comités de quartier existant du FSI a été avancé.

c) Le soutien aux luttes ouvrières.

Troisième volet « classique » de notre intervention dans les milieux de la jeunesse scolarisée, ce soutien n'a été